



**l'Assurance
Maladie**

Ain

**CPAM de l'Ain
Services Généraux
1 place de la Grenouillère
01015 - BOURG EN BRESSE CEDEX
serviceachat.cpam-ain@assurance-maladie.fr**

Marché de services

Marché S1-2025

Prestations de maintenance des installations de la CPAM de l'Ain

Procédure adaptée

En application de l'article R. 2123-1, 1° et suivants du Code de la commande publique.

Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)*

***Ce document comporte des spécifications générales communes à tous les lots
ainsi que les spécifications techniques de chaque lot**

SOMMAIRE

ARTICLE 1.	DESCRIPTION DU MARCHÉ	3
1.1	DEFINITIONS :	3
1.2	LOTS :	5
1.3	PRESTATIONS ATTENDUES POUR TOUS LES LOTS :	5
1.4	LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS :	5
1.5	HORAIRES D'OUVERTURE :	6
1.6	DELAIS CONTRACTUELS :	6
ARTICLE 2.	EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
2.1	NOTIFICATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PALLIATIVE ET DE MAINTENANCE CURATIVE	8
2.2	A L'ISSUE DE CHAQUE VISITE	8
2.3	LES COMPTES RENDUS D'INTERVENTION.....	8
2.4	CONSTAT D'ANOMALIE	9
2.5	REGISTRE DE MAINTENANCE.....	9
ARTICLE 3.	MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE	9
3.1	DOCUMENTATION.....	9
3.2	GESTION DES MOYENS MATERIELS	10
3.3	GESTION DES MOYENS HUMAINS	10
ARTICLE 4.	SIGNALISATION ET SECURITE DES CHANTIERS.....	11
ARTICLE 5.	COORDINATION AVEC LE CONSTRUCTEUR	12
ARTICLE 6.	EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LA MAINTENANCE (LOT PAR LOT)	12
6.1.	LOT N° 1 - PORTES AUTOMATIQUES.....	12
6.2.	LOT N° 2 – ASCENSEURS	14
6.3.	LOT N° 3 – CHAUFFAGE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS.....	16
6.4.	LOT N° 4 – CLIMATISATION, VENTILATION	17
6.5.	LOT N° 5 – EXTINCTEURS ET LOT N° 8- DESENFUMAGE	20
6.6	LOT N°6 - ALARMES	21
6.7	LOT N° 7 – B.A.E.S.	24

Les dispositions des articles 1 à 5 du présent document sont communes à tous les lots. Les dispositions de l'article 6 sont spécifiques à chaque lot.

ARTICLE 1. DESCRIPTION DU MARCHÉ

Dans les différents documents du marché, les termes suivants désignent:

- “L’Organisme” / “L’Acheteur”: La CPAM de l'Ain, pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le Titulaire;
- “Le Titulaire”: L’opérateur ou les opérateurs économiques qui conclut/concluent le marché avec l’Acheteur. Par souci de simplification, nous emploierons le terme précité au singulier.

1.1 DEFINITIONS :

1.1.1 DEFINITION DES PRESTATIONS DE CONDUITE

La conduite comprend l'ensemble des tâches donnant la maîtrise du fonctionnement des équipements, c'est-à-dire:

- La mise en marche et arrêt de chaque équipement, manuelle ou automatique;
- Le réglage des équipements en vue de l'optimisation du fonctionnement de ces équipements;
- La surveillance, et les inspections courantes, les contrôles et visites règlementaires dont le Titulaire est en droit de se charger;
- La tenue des documents d'exploitation;
- Les essais et manœuvres de vérification courante de bon fonctionnement.

Il est précisé que pour l’ensemble du marché, le Titulaire est soumis à une obligation de moyen renforcée, s’assimilant quasiment à une obligation de résultat. Il s’engage ainsi à mettre en œuvre tous les moyens (techniques, humains et logistiques) nécessaires à l’exécution des prestations décrites dans le présent document.

1.1.2 DEFINITION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE

La maintenance comprend l'ensemble des actions permettant de maintenir ou de rétablir un bien, dans un état spécifié ou en mesure d'assurer un service déterminé.

A l’exception des prestations de maintenance préventive, les autres prestations de maintenance (maintenance palliative et maintenance curative) pourront faire l’objet d’une notification écrite de l’Acheteur, qui précisera leurs modalités d’exécution.

Les prestations d’astreinte ne feront pas nécessairement l’objet d’une notification écrite. Elles feront l’objet d’une notification par tout moyen.

Il est rappelé que toutes les opérations de maintenance (préventive, palliative et curative), ainsi que les prestations d’astreinte, d’assistance et de conseil sont incluses dans le prix forfaitaire. Seules les pièces, fournitures et consommables afférents à ces prestations et ayant montant unitaire TTC de plus de 500 euros sont considérés comme étant hors-forfait.

La main d’œuvre ainsi que toutes les autres prestations réalisées dans le cadre de ce marché sont considérées comme étant incluses au forfait.

- **MAINTENANCE PREVENTIVE :**

Les visites et interventions de maintenance préventive ont pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances des matériels et équipements à un niveau proche de celui des performances initiales. La maintenance préventive comprend notamment les contrôles, réglages et révisions pour le bon fonctionnement.

- **MAINTENANCE PALLIATIVE :**

Les opérations de maintenance palliative comprennent l'ensemble des prestations nécessaires en vue de remettre un équipement en état de fonctionner au moins provisoirement dans les conditions et normes de sécurité en vigueur. La maintenance palliative s'apparente à un dépannage.

- **MAINTENANCE CURATIVE**

Les opérations de maintenance curative comprennent l'ensemble des prestations en vue de remettre définitivement un équipement en état de fonctionner. Elles peuvent intervenir à la suite d'une maintenance palliative ou indépendamment de cette dernière. La maintenance curative s'apparente à une réparation.

- **ASTREINTE :**

L'astreinte constitue l'obligation faite au Titulaire de maintenir les moyens nécessaires pour intervenir en cas d'urgence dans un délai spécifié.

Il est également prévu une astreinte assurée à distance, c'est-à-dire la possibilité d'obtenir à tout moment par téléphone une assistance sous forme d'avis et de conseils de la part d'un technicien.

Le Titulaire a l'obligation de tenir disponibles des moyens et un personnel technique capables d'assurer le dépannage.

Le présent CCTP définit les modalités d'astreinte prévues ainsi que les délais d'intervention requis.

- **ASSISTANCE ET CONSEIL :**

Ces prestations comprennent :

- L'assistance à l'Organisme au cours des visites réglementaires effectuées par toute société de contrôle agréée ;
- L'assistance à l'Organisme pour tout essai, contrôle, visite, relatifs aux équipements concernés par le présent marché ;
- L'information à l'Organisme de tout changement ou de toute modification des normes et réglementations relatives aux équipements concernés par le présent marché ;
- La communication à l'Organisme des éléments nécessaires à la préparation du budget de l'exercice suivant pour les prestations comprises au forfait.

1.1.3 DEFINITION DES CONSOMMABLES, PETITES FOURNITURES, PIECES DE RECHANGE ET PIECES DETACHEES

Pour rappel, tout produit consommable, petite fourniture, pièce de rechange et pièce détachée d'un montant inférieur à 500 euros TTC sont comprises dans le forfait selon les modalités prévues en partie III du CCAP.

- **PRODUITS CONSOMMABLES :**

Il s'agit des produits consommables nécessaires à toute opération de maintenance d'un équipement technique.

- **PETITES FOURNITURES**

Les petites fournitures nécessaires à toute opération de maintenance sur les équipements techniques sont :

- La visserie, la boulonnerie et les accessoires de fixation ;
- Les joints, raccords et garnitures d'usage courant ;
- Les ampoules et fusibles équipant les armoires et tableaux ;
- Les thermomètres et manomètres ;
- Les courroies et filtres ;

- Tout autre petit accessoire mécanique ou électrique.

- **PIECES DE RECHANGE ET PIECES DETACHEES :**

Les pièces de rechange sont les pièces détachées et les composants d'équipement nécessaires au remplacement d'un élément reconnu défectueux ou inapte à effectuer sa fonction d'origine.

1.2 LOTS :

Le présent marché a pour objet de confier au Titulaire l'exécution des prestations de maintenance des installations des différents sites de la CPAM de l'Ain, correspondant au périmètre de chaque lot.

Il s'agit d'un marché de service, alloti, passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application de l'article L.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Pour rappel, les lots sont divisés comme suit:

LOT 1 - Portes automatiques

LOT 2 - Ascenseurs

LOT 3 - Chauffage

LOT 4 - Climatisation et ventilation

LOT 5 - Sécurité incendie

LOT 6 - Alarmes

LOT 7 - B.A.E.S

LOT 8 - Désenfumage

1.3 PRESTATIONS ATTENDUES POUR TOUS LES LOTS :

Dans le cadre de la maintenance, le Titulaire assure, au sens des définitions mentionnées ci-dessus :

- Les prestations de conduite ;
- La maintenance préventive ;
- La maintenance palliative et la maintenance curative ;
- La fourniture des produits consommables, des petites fournitures, des pièces de rechange et des pièces détachées d'un montant inférieur à 500 euros TTC ;
- Le matériel et les appareils de mesure nécessaires ;
- L'astreinte ;
- L'assistance et le conseil ;
- La main-d'oeuvre complète, nécessaire au remplacement de toutes les pièces détachées défectueuses, sauf dans le cas de dégradation volontaire ou d'usage anormal, non imputable au Titulaire, ou encore dans le cas d'une catastrophe naturelle.

1.4 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS :

Certains lots sont susceptibles de ne pas être concernés par certains lieux, voir le détail des lots à l'article 6 du présent CCTP.

Bâtiment	Adresse	Activité	Surface	Nombre de niveaux dont sous-sol
Siège (2 Bâtiments) : -Bâtiment A -Bâtiment B	1, place de la Grenouillère 01000 Bourg-en-Bresse	Tertiaire	5.987 m2	9
Service Social	10, place de la Grenouillère 01000 Bourg-en-	Tertiaire	270 m2	1

	Bresse			
Ambérieu-en-Bugey	45, rue Aristide briand 01500 Ambérieu-en-bugey	Tertiaire	577 m2	3
Bellegarde	8, rue Zéphirin Jeantet 01200 Bellegarde-sur-Valserine	Tertiaire	860 m2	3
Belley	22, avenue du mail 01300 Belley	Tertiaire	100 m2	1
Saint-Maurice-de-Beynost	14, rue Honoré de balzac 01700 Saint-maurice-de-Beynost	Tertiaire	338 m2	1
Jassans-Riottier	Rue Beaurivage 01480 Jassans-Riottier	Tertiaire	560 m2	2

1.5 HORAIRES D'OUVERTURE :

Les heures d'ouverture pour le siège de Bourg-en-Bresse ainsi que les sites d'Ambérieu-en-Bugey et d'Oyonnax sont: **de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 du lundi au vendredi**, excepté les jours de fermeture et jours fériés.

Pour les autres sites, les horaires d'ouverture sont :

- Belley : **Lundi, mardi et vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 ;**
- Jassans-Riottier : **Lundi, mercredi et jeudi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 ;**
- Saint-Maurice-de-Beynost : **Mardi, jeudi et vendredi de 8h00 à 12h30 et de 13h30 à 16h30 ;**
- Bellegarde-sur-Valserine : **Du lundi au vendredi de 8h00 à 12h30.**

Cette plage horaire pourra être étendue pour les interventions urgentes (astreinte) après accord du service achats, ressources immobilières et logistiques de la CPAM de l'Ain.

De manière générale, les interventions du Titulaire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement de l'Organisme et être réalisées avec tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum leur durée. Seules les interventions n'engendrant que peu de gêne pourront être exécutées pendant les horaires normaux de fonctionnement de l'Organisme.

Pour les interventions risquant d'occasionner une gêne très importante, perturbant le travail des agents de l'Organisme, le Titulaire pourra intervenir en dehors de ces horaires après accord de la CPAM de l'Ain.

Les prix du contrat sont réputés tenir compte de cette obligation.

1.6 DELAIS CONTRACTUELS :

1.6.1 DELAI D'INTERVENTION – MAINTENANCE PREVENTIVE

Les dates précises des interventions de maintenance préventive sont définies d'un commun accord entre le Titulaire et l'Organisme, dans un **délai d'un mois maximum** après la notification du marché au Titulaire. Il en sera de même pour les éventuelles reconductions.

Après validation des dates d'intervention par l'Organisme, ces dernières deviendront dès lors contractuelles et pourront faire l'objet des pénalités de retard prévues en partie VII du CCAP.

1.6.2 DELAI D'INTERVENTION – MAINTENANCE PALLIATIVE

Lorsqu'une intervention de maintenance curative n'est pas possible dans l'immédiat, le Titulaire devra à minima procéder à une maintenance palliative dans la mesure du possible.

Le délai d'intervention pour effectuer cette maintenance palliative est de **7 jours calendaires maximum** à compter de la date de notification du dysfonctionnement au Titulaire par l'Organisme.

1.6.3 DELAI D'INTERVENTION - MAINTENANCE CURATIVE

Lorsqu'une intervention de maintenance curative est nécessaire, le délai d'intervention pour effectuer cette maintenance curative est de **7 jours calendaires maximum** à compter de la date de notification du dysfonctionnement au Titulaire par l'Organisme.

En cas de maintenance palliative préalable, le délai d'intervention pour effectuer la maintenance curative est de **7 jours calendaires maximum** à compter de la date à laquelle la maintenance palliative préalable a été effectuée.

Tout prolongement du délai de d'intervention de la maintenance curative devra être dûment justifié et avoir été préalablement validé par l'Organisme, sans quoi les pénalités de retard mentionnées en partie VII du CCAP seront applicables au Titulaire.

Dans le cas où la remise en état définitive nécessite la commande d'une pièce de rechange ne permettant pas la tenue des délais d'intervention ci-dessus, le Titulaire en informe immédiatement l'Organisme pour en valider un nouveau qui deviendra dès lors contractuel et pourra faire l'objet des pénalités de retard prévues en partie VII du CCAP.

1.6.4 DELAI D'INTERVENTION - ASTREINTE

L'astreinte doit être garantie 365 jours par an.

Le délai d'astreinte court à compter de la notification au Titulaire par l'Organisme de la nécessité d'une intervention urgente. Cette notification se fait par tout moyen.

Pour toute intervention urgente, le délai d'intervention est de **3 heures maximum**, sauf pour les ascenseurs pour lesquels le délai est ramené à **une heure maximum**, en cas de personne bloquée.

Le critère d'urgence est laissé à l'appréciation de l'Organisme qui considèrera les impacts en matière de sécurité des personnes et des biens ainsi qu'en matière de service rendu aux usagers.

Ce délai n'est pas susceptible d'être prolongé. Le non-respect de ce délai entraînera la mise en place de la pénalité de retard prévue à la partie VII du CCAP.

ARTICLE 2. EXECUTION DES PRESTATIONS

L'intervention doit être réalisée conformément aux différents documents contractuels du présent marché, en mettant en œuvre tous les moyens nécessaires en vue de réduire au maximum la durée d'indisponibilité de l'installation.

Le registre de maintenance, les comptes rendus d'intervention ainsi que les constats d'anomalies et autres documents relatifs au présent marché seront complétés et tenus à jour **au plus tard dans la semaine qui suit l'intervention.**

2.1 NOTIFICATION DES PRESTATIONS DE MAINTENANCE PALLIATIVE ET DE MAINTENANCE CURATIVE

Les prestations de maintenance palliative et de maintenance curative font l'objet de notifications écrites de la part de l'Acheteur. Ces notifications préciseront les modalités d'exécution des prestations puisqu'elles indiqueront à minima :

- Le dysfonctionnement dont il est question et l'équipement concerné;
- La date d'exécution souhaitée par l'Organisme, dans la limite des délais prévus aux articles 1.6.2 et 1.6.3 du présent document. Cette date deviendra dès lors contractuelle et pourra faire l'objet des pénalités prévues par le CCAP.

Le Titulaire dispose d'un délai de **3 jours calendaires maximum** afin d'émettre d'éventuelles réserves quant à la date d'exécution souhaitée par l'Organisme au sein de sa notification.

Toute réserve à propos de la notification des prestations devra être dûment justifiée et fera l'objet d'une discussion contradictoire avec l'Organisme afin de convenir ensemble d'une nouvelle date d'intervention qui deviendra dès lors contractuelle et pourra faire l'objet des pénalités de retard prévues en partie VII du CCAP.

En cas de désaccord persistant, l'Organisme pourra fixer unilatéralement une date d'intervention pour le Titulaire qui reste quoiqu'il en soit soumis au **délai maximum de 7 jours calendaires** prévu aux articles 1.6.2 et 1.6.3 du présent document. Ce délai deviendra dès lors contractuel et pourra faire l'objet des pénalités de retard prévues en partie VII du CCAP.

2.2 A L'ISSUE DE CHAQUE VISITE

A l'issue de chaque intervention, le Titulaire :

- Atteste que la maintenance prévue a bien été effectuée et indique les opérations effectuées à son initiative ;
- Mentionne les dates et heures de début et de fin de ces interventions et le nom des intervenants ;
- En cas d'anomalie constatée, il rédige un constat d'anomalie conformément aux dispositions prévues ; Cette anomalie sera traitée en maintenance palliative ou curative selon le cas ;
- Il complète systématiquement le carnet d'entretien de l'installation et le registre de maintenance ;
- Il reporte le relevé de compteurs et mesures ;
- Il propose à l'Organisme les modifications d'exécution de la maintenance qu'il jugerait opportunes en les justifiant ;

2.3 LES COMPTES RENDUS D'INTERVENTION

Toutes les interventions du Titulaire doivent faire l'objet d'un compte rendu d'intervention.

Ces comptes-rendus préciseront :

- Le site d'intervention ;
- Le libellé de l'intervention ;
- Le type d'intervention ;
- Le nom de l'équipe et de l'intervenant ;
- Les dates et heures d'interventions ;
- Le détail des prestations réalisées.

Et s'il y a lieu :

- Les mesures ou comptages effectués ;
- Les fournitures ou pièces de rechange changées ;
- L'éventuelle rédaction d'un constat d'anomalie;
- En cas de prestation hors-forfait: l'établissement et la transmission du devis concerné.

Les comptes rendus seront adressés par mail **au plus tard dans la semaine suivant l'intervention**, à l'attention du service achats, ressources immobilières et logistiques à notre siège de Bourg en Bresse (servicesgeneraux.cpam-ain@assurance-maladie.fr). Un deuxième exemplaire papier sera délivré à destination de nos agences extérieures selon le(s) site(s) concerné(s).

2.4 CONSTAT D'ANOMALIE

Le Titulaire est tenu d'informer l'Organisme de toute anomalie qu'il aurait observé sur les installations dont il a la charge, et de signaler, sauf à engager sa responsabilité, toute non-conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur.

Par ailleurs, outre les anomalies qu'il aurait observées, le Titulaire est également tenu de constater les anomalies signalées par l'Organisme.

Il établit pour chaque constat d'anomalie une fiche écrite mentionnant :

- Le type d'anomalie constatée ;
- L'équipement qui est en cause ;
- Les actions entreprises ou qu'il convient d'entreprendre pour y remédier ;
- Les conséquences si aucune action n'était prise pour y remédier ;
- La date de l'observation de l'anomalie ;
- Le nom et la qualité de la personne qui rédige le constat d'anomalie.

Ce constat doit aboutir à une action de maintenance palliative ou curative selon le cas.

2.5 REGISTRE DE MAINTENANCE

Le Titulaire a la charge de **l'établir et de le mettre à jour**.

Ce registre, quelle que soit sa forme (papier ou informatique) doit être consultable **à tout moment** par l'Organisme.

Le Registre comprend les éléments suivants :

- Planning de maintenance et noms des intervenants ;
- Comptes rendus d'intervention ;
- Constats d'anomalies et faits marquants ;
- Historique des installations.

ARTICLE 3. MOYENS MIS A LA DISPOSITION DU TITULAIRE

3.1 DOCUMENTATION

L'Organisme remet au Titulaire, au plus tard le jour de sa première intervention sur site, la documentation technique et historique relative aux équipements et matériels. Il en devient à compter de cet instant dépositaire.

Elle est mise à jour par ses soins en cas de modification des appareils ou équipements consécutive à ses interventions.

La documentation reste la propriété de l'Organisme et n'est utilisée par le Titulaire qu'à seule fin d'exécution du présent contrat. Le Titulaire s'engage à la restituer, mise à jour, en fin d'exécution du marché.

3.2 GESTION DES MOYENS MATERIELS

De façon générale, le Titulaire fournit et entretient à sa charge l'ensemble des moyens matériels nécessaires à l'exécution des prestations.

Le Titulaire veillera à ce que son personnel soit formé à l'utilisation de ce matériel qui doit être entretenu, vérifié et étalonné autant que de besoin. Pour les équipements le nécessitant (notamment les moyens d'accès en cas de travaux en hauteur par exemple), le Titulaire les fait contrôler en respect des normes et de la réglementation en vigueur.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur, ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Le Titulaire est seul responsable de la gestion des pièces, consommables et fournitures qui sont dus.

Les intervenants du Titulaire doivent être munis de tout le matériel nécessaire à la bonne exécution de leurs prestations.

3.3 GESTION DES MOYENS HUMAINS

3.3.1 PERSONNEL D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Le Titulaire désignera nommément la ou les personnes susceptibles d'intervenir sur les équipements concernés.

Le Titulaire mentionnera dans le mémoire de son offre l'organisation qu'il compte mettre en œuvre dans le cadre des prestations dues.

Les personnes désignées par le Titulaire sont les seules autorisées pour l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Elles possèdent la qualification professionnelle, l'habilitation et/ou les connaissances requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées. Le Titulaire devra présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'Organisme.

Si les interventions sont réalisées par une équipe, un responsable est nommément désigné par le Titulaire. Il est l'interlocuteur normal du représentant de l'Organisme.

3.3.2 TENUE ET COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel mis à disposition par le Titulaire doit observer les règles de tenue et de comportement propres à l'environnement de l'Organisme.

En particulier, les règles suivantes doivent être respectées :

- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté, identifiant la société ;
- Interdiction de fumer dans le bâtiment ;
- Interdiction de tenir des réunions, en dehors de celles prévues par le présent marché, dans l'enceinte de l'établissement ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire ;
- Interdiction de faire pénétrer une personne autre que les intervenants désignés.

Le personnel du Titulaire devra faire preuve de la plus grande correction et discrétion. Il sera soumis à

l'obligation du secret professionnel prévu à l'article 226-13 du Code pénal, ainsi qu'à l'obligation de confidentialité prévue au sein du CCAP.

Le personnel doit être également parfaitement informé des diverses consignes de sécurité générales et particulières, propres à l'Organisme, qui lui sont communiquées par le Titulaire.

3.3.3 CONSIGNES D'ACCES ET BADGE D'ACCES

Pour les sites extérieurs, le service achats, ressources immobilières et logistiques avisera les agents du passage de l'intervenant et du but de sa visite.

A son arrivée, l'intervenant se fera connaître auprès d'un agent préposé à l'accueil.

Pour le siège, l'intervenant devra se présenter à l'accueil fournisseur à l'arrière du bâtiment et sonner à l'interphone. Un badge lui sera remis, sans lequel il ne pourra circuler dans les locaux.

En cas de perte ou de vol, le Titulaire avise aussitôt l'Organisme des exemplaires manquants. Ceux-ci sont remplacés et font l'objet d'une facturation au Titulaire, au tarif en vigueur.

Le personnel du Titulaire peut intervenir et circuler dans les zones suivantes à l'exclusion de toute autre :

- Les locaux contenant les équipements objets du présent marché ;
- Les circulations permettant d'accéder aux différents locaux ci-dessus.

Des modalités complémentaires d'accès à certains locaux seront éventuellement définies ultérieurement par le responsable de l'Organisme. Le personnel du Titulaire devra s'y conformer.

Le personnel du Titulaire devra observer les consignes de sécurité et les règles appliquées au personnel extérieur à l'Organisme qui sont imposées par les caractéristiques des bâtiments (ex: permis de feu, badge d'accès, etc.) et les contraintes fonctionnelles et acoustiques.

ARTICLE 4. SIGNALISATION ET SECURITE DES CHANTIERS

Le Titulaire assure la signalisation de ses chantiers et prendra toutes les dispositions afin de protéger l'ensemble du personnel de l'Organisme, du public, ou du personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site lors de travaux lui incombant au titre du présent marché.

Les interventions seront réalisées en respectant toutes les mesures d'hygiène et de sécurité nécessaires.

Rappel des dispositions générales de sécurité

- Les intervenants sont informés des exigences de sécurité applicables au travers de l'affichage des consignes de sécurité présent à chaque étage, et par l'accompagnant, notamment lorsque l'intervenant doit accéder à des locaux sensibles.
- Les travaux dangereux devront être effectués en application du plan de mesures inscrites dans le plan de prévention.
- Un permis de feu devra être présenté pour les travaux produisant des flammes ou de la chaleur.

ARTICLE 5. COORDINATION AVEC LE CONSTRUCTEUR

Lorsque le matériel dont il assure la maintenance est sous garantie, Le Titulaire assumera la responsabilité de la perte de garantie constructeur consécutive à une intervention de sa part.

Il prendra par ailleurs toutes dispositions en accord avec le constructeur et/ou l'installateur du matériel pour assurer la coordination des diverses interventions et le respect de ses propres obligations contractuelles.

ARTICLE 6. EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LA MAINTENANCE (LOT PAR LOT)

Pour tous les lots, le ou les Titulaires veille(nt) à la conformité durant toute la durée d'exécution du marché (reconductions éventuelles comprises) de la réglementation en vigueur de tous les équipements mentionnés ci-après.

6.1. LOT N° 1 - PORTES AUTOMATIQUES

6.1.1 PRESTATIONS D'ENTRETIEN

L'entretien concernera principalement :

- La vérification du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité des personnes (lames palpeuses, pressostats, cellules photoélectriques, etc.) ;
- La vérification du bon fonctionnement du débrayage manuel ;
- La vérification du bon fonctionnement du limiteur d'effort ;
- La vérification des articulations (charnières, pivots...) ;
- La vérification des cycles de fonctionnement dans les zones d'accostage ;
- La vérification du bon fonctionnement et de l'état de la signalisation (feu orange clignotants, éclairage et matérialisation au sol de l'aire dangereuse de mouvement) ;
- La vérification des éléments de transmission du mouvement (bras articulés, câbles, chaînes, courroies...) ;
- La lubrification et les réglages nécessaires au bon fonctionnement ;
- La vérification de l'opérateur (moto réducteur électrique, opérateur électro hydraulique...);
- Un examen général du fonctionnement de la porte ;
- La vérification du verrouillage de la porte ;
- La vérification des éléments de guidage (rails, galets..) ;
- La vérification des organes de commande et télécommande ;
- La vérification des systèmes d'équilibrage (contrepoids, ressorts) ;
- La vérification de l'armoire de commande et de ses composants ;
- La vérification de la fixation de la porte ;
- La vérification du fonctionnement du système empêchant la chute du tablier ;
- La vérification de l'état des peintures et de la corrosion ;
- La fourniture des ingrédients nécessaires.

6.1.2 EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LA MAINTENANCE :

➤ SIEGE - Bourg en Bresse

1 PORTE BASCULANTE DE GARAGE Bâtiment B

Marque NOVOFERM, Type TRAFECO

Dimensions : 2900 X 2010

Mise en service : 1999

1 PORTE BATTANTE PIETONNE VITREE EXTERIEURE Bâtiment B

Marque : VERCOR

Dimensions : 930 X2115

Mise en service : 1994

3 PORTES PLEINES COUPE FEU AVEC OUVRE PORTE SOUS SOL Bâtiment B

Marque GILGEN, Type FDC

Dimensions : 930 X 2005

Mise en service : 2010

1 BARRIERE LEVANTE DE PARKING

Marque FAAC, Type 620/640 C/S

Dimensions : 4000

Mise en service : 2003

1 PORTE COULISSANTE SAS ENTREE Bâtiment A

Marque : PORTALP Type : DIVA

Dimension : 1800 x 2200

Mises en service : 2003 et 2004

1 PORTE AUTOMATIQUE ENTREE Bâtiment A

Marque : COPAS – Type SLX M – T

Télescopiques 4 vantaux – Ouverture de passage 1800 x 2100

1 PORTE TELESCOPIQUE ENTREE DU PERSONNEL Bâtiment A

Marque : COPAS

Télescopiques 2 vantaux +1 fixe – Ouverture de passage 1700 x 2060

1 RIDEAU METALLIQUE ENTREE Bâtiment A

➤ BELLEGARDE SUR VALSERINE

2 PORTES PIETONNES AUTOMATIQUES COULISSANTES

De marque PORTALP de type DIVA CD light

Dimension : 1400 x 2100

Mise en service : 2004

➤ SAINT MAURICE DE BEYNOST

2 PORTES PIETONNES COULISSANTES SUSPENDUES

Mise en service : 2017

1 GRILLE RIDEAU METALLIQUE

➤ JASSANS RIOTTIER

2 PORTES AUTOMATIQUES COULISSANTES

Marque RECORD type RSTA 19

Dimension : 1400 X 2400

Mise en service : 2005

1 GRILLE RIDEAU METALLIQUE

➤ AMBERIEU EN BUGEY

1 PORTE PIETONNE VITREE AUTOMATIQUE COULISSANTE

Marque : VERCOR

Dimension : 1400 x 2200

Mise en service : 1993

1 PORTE AUTOMATIQUE VITREE COULISSANTE

Marque : AXED MANUSA

Année 2016

1 GRILLE RIDEAU METALLIQUE

➤ BELLEY

1 PORTES DE GARAGE

6.2. LOT N° 2 – ASCENSEURS

6.2.1. PRESTATIONS D'ENTRETIEN

L'entretien porte sur l'ensemble des installations (portes, guides, machinerie, treuil, cabine, suspentes, câble du limiteur de vitesse, anti-patinage, jeux, installations électrique et de sécurité...) dans le respect de la réglementation en vigueur.

6.2.1.1 Entretien

- Contrôle et réglage des automatismes nécessaires à la bonne marche des appareils ;
- Examen de l'état de sécurité des appareils (éléments fixes et mobiles) ;
- Changement des ampoules et des voyants ;
- Réglages nécessaires au bon fonctionnement ;
- Procéder à des manœuvres et à des essais de fonctionnement et vérifier l'ensemble des appareillages ;
- Nettoyage et graissage des organes mécaniques et fourniture des produits nécessaires ;
- Entretien des tableaux électriques : nettoyage, dépoussiérage, resserrage des connexions ;
- Entretien et essais de bon fonctionnement de l'éclairage de sécurité (cabine, local machinerie, gaine) ;
- Nettoyage annuel, du dessus de la cabine, de la cuvette, du local machinerie ;
- Mise à jour du carnet d'entretien, émargement du registre de sécurité de l'établissement.

6.2.1.2 Réparation ou remplacement des pièces

Suivant le mode d'utilisation de l'appareil et suivant le manuel constructeur :

- En cabine: boutons d'envoi, voyants, paumelles de portes, contacts de portes, fermes portes automatiques, parachutes et coulisseaux, seuil de sécurité et cellules photo électriques ;
- Aux paliers: fermes portes mécaniques, électriques ou pneumatiques, serrures, contacts, boutons, voyants ;
- Machinerie: balais du moteur et fusibles ;
- Nettoyage: dessus de cabine, machinerie et cuvette ;
- Mise à jour du carnet d'entretien.

6.2.1.3 Vérification périodique en alternance avec la vérification assurée par un bureau de contrôle

-Vérification des suspentes, éléments flexibles de transmission.

Elle comprend l'examen visuel sur les parties visibles et accessibles, de l'état de conservation des câbles et chaînes de suspension :

- De l'organe porte charge ;
- Du contrepoids et du limiteur de vitesse en complément pour les ascenseurs et monte-charge concernés ;
- Du frein, des câbles et chaînes de suspension et leurs extrémités, du dispositif anti-dérive ;
- La vérification des suspentes, éléments flexibles de transmission ;

Elle comprend à minima un **examen annuel** de la conformité de l'appareil par rapport à la réglementation en vigueur. Le Titulaire devra s'assurer et se conformer à la législation en vigueur tout au long de l'exécution marché (reconductions éventuelles comprises).

6.2.2 - EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LA MAINTENANCE

➤ SIEGE - Bourg en Bresse

ASCENSEUR BATIMENT A

Marque : SCHINDLER/RCS, Type : Machinerie haute

Traction directe sans local machines

Nombre de niveaux desservis : 4
Nombre d'entrées de cabine : 1
Année de première mise en service : 01/07/1981
Charge maxi : 630 kg
Nombre de personnes maxi : 8
Mise en conformité 2018 réalisée en 05/2010
Vitesse maximale : 1.00

ASCENSEUR BATIMENT A (SAS ACCUEIL)
Marque : SODIMAS Type : V-MOTION No 8349
Installateur ERA
Nombre de niveaux desservis : 2
Nombre d'entrée de cabine : 2
Mise en service : 11/2005
Charge maximale : 630 kg
Nombre de personnes maxi : 8
Mise en conformité 2018 réalisée en 2010
Vitesse maximale : 1m/s

ASCENSEUR PRINCIPAL BATIMENT B
Marque : RCS Type : machinerie haute No : 64533
Nombre de niveaux desservis : 5
Nombre d'entrée de cabine : 1
Mise en service : 1980
Charge maximale : 630 kg
Nombre de personnes maxi : 8
Mise en conformité 2018 réalisée en 2010
Vitesse maximale : 1m/s

ASCENSEUR ANNEXE SERVICE MEDICAL BATIMENT B
Marque : RCS No de série : 64534
Nombre de niveaux desservis : 4
Nombre d'entrée de cabine : 1
Mise en service : 1980
Charge maximale : 320 kg
Nombre de personnes maxi : 4
Mise en conformité 2018 réalisée en 2010
Vitesse maximale : 0,63 m/s

ELEVATEUR VERTICAL ENTREE BATIMENT B PMR
Marque : SANGALLI Type : HV no : 221 (2kw)
Nombre de niveaux desservis : 1
Nombre d'entrée de cabine : 2
Mise en service : 1994
Charge maximale : 250 kg
Nombre de personnes maxi : 3
Mise en conformité 2018 réalisée en 2010
Entraînement hydraulique

➤ JASSANS RIOTTIER

ASCENSEUR
Marque : ASCENSEUR SERVICE No de série : AK 274-04
Nombre de niveaux desservis : 2

Nombre d'entrée de cabine : 1
Mise en service : 1988
Charge maximale : 630 kg
Nombre de personnes maxi : 8
Mise en conformité 2018 réalisée en 2010
Vitesse maximale : 0,60 m/s
Entraînement électrique

➤ AMBERIEU EN BUGÉY

ASCENSEUR

Appareil MEDIUM 1 SODIMAS

630 KG – 3 Niveaux

Mise en service 2016

6.3. LOT N° 3 – CHAUFFAGE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

6.3.1. PRESTATIONS D'ENTRETIEN

6.3.1.1 CHAUFFERIE

- Mise en service du chauffage sur demande ;
- Arrêt du chauffage sur demande ;
- Démontage de la chaudière, nettoyage intérieur de celle-ci ;
- Nettoyage, contrôle et vérification des lignes de brûleurs ;
- Vérification des injecteurs ;
- Réglage de la combustion ;
- Vérification et réglage des veilleuses si les chaudières en sont équipées ;
- Remplacement des thermocouples de sécurité dégradés ;
- Vérification du fonctionnement de la sécurité de surchauffe ;
- Resserrage des connexions électriques et remplacement des voyants lumineux ;
- Contrôle de fonctionnement de la pompe de circulation ;
- Contrôle de l'étanchéité des différents éléments des circuits gaz et eau des chaudières ;
- Vérification et regonflage du vase d'expansion en cas de pression insuffisante ;
- Graissage des vannes et robinets ;
- Vérification de l'état de propreté des équipements et du local – nettoyage.

6.3.1.2 CONDUITS DE FUMÉES

- Ramonage ;
- Nettoyage intérieur du pied de cheminée ;
- Evacuation des suies ;

Cette prestation est étendue à l'ensemble des conduits de fumées existant dans l'établissement.

6.3.1.3 RADIATEURS

Contrôle du fonctionnement des vannes et recherche des fuites.

6.3.1.4 VERIFICATIONS OBLIGATOIRES ANNUELLES

- Vérification des brûleurs et foyers ;
- Vérification des dispositifs de protection et de régulation ;
- Vérification de l'étanchéité des appareils et des canalisations d'alimentation en combustible liquide ou gazeux, en fluide frigorigène.

6.3.2. EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LA MAINTENANCE

➤ SIEGE – Bourg-en-Bresse

2 chaudières à gaz de marque CHAPPEE de type CM4 P fonte

Puissance de 830 kw
1 Brûleur SICMA RAG 130
2 allures de 1990
Vannes trois voies motorisées
Régulations par l'extérieur
Pompes de circulation
1 cheminée
- Sous station bâtiment B pour le service médical

➤ AMBERIEU EN BUGEY

Changement chaudière 11/2023 :
1 chaudière sol gaz à condensation en inox
Modèle : ATLANTIC CONDENSINOX 60 LMS
Puissance : 12.9 à 60 kW (G20/G35)
N° de série : C374323750

Installation PAC 2024 :
Rafrâchissement été et chauffage partiel hiver, groupe eau glacée réversible :
Marque CIAT, type AQUACIAT ILD-150-R au R32
Puissance chaud 30.8kW
Puissance froid 4.7kW
Mise en service Juillet 2024

6.4. LOT N° 4 – CLIMATISATION, VENTILATION

6.4.1. PRESTATIONS D'ENTRETIEN

Climatiseurs unité intérieure :

- Contrôle fonctionnement ;
- Contrôle régulation ;
- Nettoyage des filtres ;
- Remplacement des filtres ;
- Contrôle évacuation des condensats.

Climatiseurs unité extérieure :

- Contrôle pression HP BP ;
- Contrôle charge gaz ;
- Contrôle intensité ;
- Contrôle isolement ;
- Nettoyage des condenseurs ;
- Contrôle température de refoulement ;
- Contrôle température d'aspiration ;
- Contrôle surchauffe ;
- Contrôle sous refroidissement ;
- Contrôle des sécurités ;
- Contrôle serrage des connexions.

Caissons VMC :

- Maintenance en bon état de propreté ;
- Contrôle, vérification des châssis, panneaux des caissons et re-fixation ;
- Contrôle, vérification de la fixation au sol et remplacement, si nécessaire, des supports et plots antivibratoires ;
- Contrôle, vérification et remplacement, si nécessaire, de l'isolant acoustique et des joints d'étanchéité entre les panneaux des caissons.

Moto-ventilateur :

- Nettoyage des aubes, remplacement systématique des courroies une fois par an, réglage de la tension ;
- Vérification des fixations, raccords souples, alignement des arbres ;
- Contrôle, vérification de l'état des roulements, des paliers, du moteur, des glissières, des organes de tension des courroies. Réglage des jeux et graissage ;
- Resserrage des cosses, vérification du bon fonctionnement des circuits de sécurité électrique et de la protection thermique du moteur, vérification du fonctionnement des alarmes.

Réseau aéraulique :

- Vérification de l'équilibrage aéraulique des colonnes, des débits, de la position des volets d'équilibrage, périodicité de trois (à réaliser au démarrage du contrat) ;
- Vérification et re-fixation des emboîtements et des supports des traînasses en terrasse ;
- Remise en état des protections ou revêtements contre les intempéries si nécessaire ;
- Nettoyage des filtres sur réseau de soufflage (remplacement éventuel si nécessaire).

Dans les salles ventilées :

- Vérification de l'état de fonctionnement et nettoyage des bouches d'extraction et des bouches d'entrée d'air des salles ventilées ;
- Echange standard des bouches d'extraction et d'entrée d'air chaque fois que nécessaire.

Ramonage des conduits :

- Vérification de la vacuité des conduits de liaison entre bouche d'extraction et conduit collecteur ;
- Vérification de la vacuité du conduit collecteur ;
- Vérification précise et remplacement éventuel des dispositifs de pied de conduit, trappes, purges et siphons.

6.4.2. EQUIPEMENTS CONCERNES PAR LA MAINTENANCE

➤ SIEGE – Bourg-en-Bresse

ACCUEIL - CLIMATISATION/VMC

- VMC : Groupe ventilation centrale de traitement de l'air VMC FRANCE AIR
- CLIMATISATION : Installation VRV DAIKIN (4 cassettes)

Mise en service 2004

SERVICE INFORMATIQUE 1 er étage Bâtiment A - CLIMATISATION

- Local onduleur :
Climatiseur TOSHIBA – Mono Split Inverter DI Plafonnier
Unité extérieure : RAV-SM404ATP-A1
Mise en service : 12/2017

- Local technique :
Climatiseur TOSHIBA
Compresseur AOG 54 GENERAL
Mise en service : 12/2019

Salle Local Serveurs 1 er étage Bâtiment A - CLIMATISATION

2 climatiseurs FUJITSU ensemble split-système ABY 54 LCT
Puissance frigo = 14.000 watts
Puissance calo 16.000 watts – gaz R410 A
Mise en service 21/05/2012

DIRECTION GENERALE – 2 ème étage Bâtiment A – CLIMATISATION

- groupe DAIKIN type RD 35D puissance frigo 3400 watts
Mise en service 06/2000

GRAND PLATEAU – 1^{er} étage BAT. B

VORTEX EXHALE

6 Brasseurs d'air

1 Unité extérieure réversible HITACHI RAS-3HVRNE puissance frigo 8000 watts, puissance calo 10 000 watts

C.E.S. (Local informatique) 2^{ème} étage Bâtiment B - CLIMATISATION

Climatiseur TOSHIBA – Mono Split Inverter DI type mural à condensation par air

Unité extérieure 13N3AV2 E1 Puissance 3,5 kW

Mise en service : 12/2017

SALLE CURIE – 3^{ème} étage Bâtiment B.- CLIMATISATION

Installation réalisée en 06/2000

2 Splits système DAIKIN type R 71 F puissance frigo 7300 watts l'unité

Cassettes FHYC 71 B

3^{ème} étage Bâtiment B

Bureau du service de contrôle interne

2 brasseurs d'air VORTEX EXHALE

SALLE FORMATION 4^{ème} étage Bâtiment B – CLIMATISATION

Climatiseur DAIKIN – Mono Split Inverter type mural à condensation par air

Unité extérieure RXS71F8 – Puissance 7,1 kW

Mise en service : Octobre 2018

4^{ème} ETAGE Bâtiment B – VMC

- centrale de traitement de l'air CIAT GRA 152

Mise en service : 1980

- Centrale de traitement de l'air WOLF kg (débit 2200m³/heure) puissance de chauffe 24 kw

Mise en service : 1994

➤ AMBERIEU EN BUGEY

VMC générale ALDES débit 810m³/h type VEC 240

VMC double flux salle de réunion, attente, accueil extraction ALDES VEC20.201B de 900m³/h, batterie électrique 12kw et régulation par triac,

Installation de caissons d'extraction et d'insufflation CRITAIR Monophasés en 2016

Changement des ventilo convecteurs en 2016 (MAJOR LINE)

Local informatique :

AIRWELL Unité Intérieure AWAU YGF 012-H11 – Unité extérieure AWSI-HHF 012-N11

Puissance Froid 3.22 KW

Puissance chaud 3.52 KW

Fluide R410

Rafraîchissement été et chauffage partiel hiver, groupe eau glacée réversible :

Marque CIAT, type AQUACIAT ILD-150-R au R32

Puissance chaud 30.8kW

Puissance froid 4.7kW

Mise en service Juillet 2024

➤ JASSANS

Climatisation local Info AIRWELL HHF 018

Unité interne AWSI-HHF018-N11

Unité extérieure AW AU-YGF018-H11

Puissance Froid 5.30 kw

Puissance Chaud 5.70 kw
Fluide R410 A
Mis en service 05/2012

➤ ST MAURICE

Chauffage / Climatisation

Pompe à chaleur réversible AIR/EAU Lenox / ECOLEAN EAR 291 SM 4HY

Chauffe-eau électrique THERMOR ACI +30 litres

Pompes bureaux CPAM Grundfos MAGNA 1 25 – 40

15 unités terminales chauffage / rafraîchissement MANAGAIR VCD 600

Climatisation local technique :

Unité extérieure HITACHI RAC 50 WEB

Unité intérieure HITACHI RAP 50 PEB

Ventilation de traitement d'air neuf double flux Swegon CAD HR FLAT 1600

Extracteur sanitaire VIM JBHB ECO 05

Installation de 2017

6.5. LOT N° 5 – EXTINCTEURS ET LOT N° 8- DESENFUMAGE

6.5.1 Maintenance des extincteurs

- Marquage interne d'identification ;
- L'ensemble des extincteurs seront identifiés par un marquage en fonction du lieu et type d'extincteurs ;
- Fixation des extincteurs ;

Conformément à la réglementation et notamment à l'article MS 39 de l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie dans les établissements recevant du public, les extincteurs portatifs doivent être accrochés à un élément fixe.

Le Titulaire est tenu :

- De reprendre si nécessaire les fixations des équipements existants dès la prise de son marché, pendant toute la durée de celui-ci et ce quel que soit la cause à l'origine du défaut (vandalisme, arrachement, modification des locaux etc.) ;
- D'assurer la fourniture et pose des fixations des équipements qu'il viendrait à rajouter pendant la durée de son marché (remplacements, modification des implantations etc.).

6.5.2 – maintenance des RIA

6.5.2.1 – maintenance annuelle :

- Vérifier le fonctionnement des disconnecteurs ;
- Vérifier et noter la pression du manomètre au RIA ;
- Vérifier le fonctionnement de chaque RIA (sous pression et débit) tuyau complètement déroulé ;
- Vérifier l'état de la tuyauterie d'alimentation ;
- Vérifier l'état interne des réservoirs sous pression et procéder à leur nettoyage ;
- Vérifier l'état du compresseur d'air s'il existe (refroidissement, niveau d'huile, vidange, courroies...) ;
- Vérifier l'état des presses étoupe des pompes et le débit de fuite pour le refroidissement et la lubrification ;
- Vérifier s'ils existent l'état des dispositifs anti-béliers ;
- Vérifier l'état visuel et fonctionnel de l'armoire électrique de commande ;
- Vérifier, le cas échéant, le fonctionnement du dispositif de protection contre le gel.

6.5.2.2 – maintenance quinquennale :

- Effectuer les opérations prévues pour les vérifications annuelles ;
- Démonter l'ensemble des organes d'étanchéité et changer les joints de tous les RIA ;
- Nettoyer et graisser les éléments mobiles ;
- Soumettre tous les tuyaux de RIA à la pression de service maximale ;
- Contrôler l'état des sources d'eau.

6.5.2.3 – maintenance décennale :

- Contrôler l'état de corrosion interne des tuyauteries ;
- Rincer les canalisations à l'aide des robinets de vidange.

6.5.3 – maintenance des systèmes de désenfumage

6.5.3.1 – maintenance annuelle

Le Titulaire assurera les prestations de vérification et de maintenance nécessaires afin de maintenir la conformité et le bon état de fonctionnement de ces systèmes conformément à la réglementation en vigueur.

D'autre part, il devra procéder, si nécessaire, au remplacement des pièces permettant le fonctionnement du dispositif.

Le Titulaire exécutera toutes les opérations de maintenance dont la nécessité aura été mise en évidence lors de ses visites et qui sont liées au fonctionnement ou au vieillissement normal des installations.

6.5.3.2 – Implantation et nombre :

Lieu	Eau 6 litres	Eau 9 litres	CO2 2 kg	CO2 5 kg	ABC poudre 9 kg	ABC poudre 6 kg	Total Extincteurs	RIA	Désenfumage
Bourg Bât A	36	4	25	2	3	/	70	1	4
Bourg Bât B	20	3	18	2	10	/	53	6	3
Bellegarde	10	2	10	/	/	1	23	/	7
Belley	2	/	1	/	/	/	3	/	/
Ambérieu	6	1	5	/	/	1	13	/	1
St Maurice	3	/	4	/	/	/	7	/	/
Jassans	6	/	5	/	/	/	11	/	/
Sce Social	3	/	2	/	/	/	5	/	/
	82	15	71	4	12	2	186	7	15

6.6 LOT N°6 - ALARMES

L'entreprise procédera à la vérification et aux essais du système de détection incendie des différents sites.

6.6.1 - Opérations effectuées sur chaque centrale :

- Nettoyage de la baie ;
- Test des lampes ;
- Vérification des fusibles de protection ;
- Vérification de la source d'alimentation de sécurité et secteur ;
- Vérification de transformateur/redresseur et chargeur de batterie ;
- Vérification de la charge des batteries et nettoyage des cosses ;
- Mise en fonctionnement en secours et contrôle des tensions et courants ;
- Remise en fonctionnement normal ;
- Contrôle des tensions et protections ;
- Vérification des branchements de lignes de détection et de commande pour chaque zone ;
- Contrôle individuel des différentes cartes ;
- Vérification des raccordements, connexions et interfaces ;
- Vérification du fonctionnement de l'unité interne de gestion d'alarme après temporisation ;
- Essai de fonctionnement des différents asservissements ;
- Essai de fonctionnement des signalisations visuelles et sonores ;
- Dépoussiérage et remise en service.

6.6.2 - Opérations effectuées sur les déclencheurs manuels :

- Vérification de l'état général ;
- Essai de fonctionnement ;
- Vérification du fonctionnement des éléments de sécurité associés ;

6.6.3 - Opérations effectuées sur les avertisseurs sonores :

- Contrôle de l'état de chaque avertisseur ;
- Essai de fonctionnement ;

6.6.4 - Opérations effectuées sur dispositifs de commande électromagnétiques des portes coupe-feu :

- Examen du ou des panneaux ;
- Contrôle de la tension du ou des ferme-portes ;
- Vérification du câblage et du branchement électrique ;
- Vérification des points de fixation ;
- Essai de fonctionnement par déclenchement électromagnétique ;
- Remise en place ;

6.6.5 - Essais des boucles de détecteurs :

Les essais sont effectués selon les fiches techniques fournies par l'installateur, à l'aide d'appareils vérificateurs adaptés au type de détecteurs :

- Sur chaque boucle, effectuer un essai d'alarme et de réarmement détecteur par détecteur ;
 - Après mise en alarme feu d'un détecteur sur boucle, vérifier qu'après l'arrêt du signal sonore, correspondant à l'alarme feu, celui-ci reste disponible pour toute autre alarme feu sur une autre boucle ;
 - Lorsqu'elles existent, vérifier le fonctionnement et la signalisation des fonctions supplémentaires intégrées. Ces essais devront être effectués sur la source secondaire pour au moins une boucle.
- Successivement, sur chaque boucle, provoquer au moins un des dérangements suivants :
- Court-circuit, coupure ou dépose d'un détecteur ;
 - Vérifier les signalisations lumineuses et sonores correspondantes ;
 - Veiller au bon rétablissement du système normal de l'installation : Remise à l'état de veille du tableau et remise en service des commandes des automatismes.

Le document de **visite est à remplir et un rapport de vérification est à faire.**

6.6.6 – Implantation et nombre :

LIEU	DESIGNATION	MARQUE	NOMBRE	DATE INSTALLATION
SIEGE	- Détecteur incendie - Déclencheurs manuels - Détecteurs fumée optiques - Détecteur thermocimétrique - Indicateur d'action - Avertisseurs sonores - Report d'alarme (Gd plateau Bat. B) - Centrale CMSI - Modules déportés - Portes coupe feu - Issues de secours	ALTAIR – S 34 BMAL VOA VTVA IA AVSVPZ ALTRA ANTARES 3 POLARIS 10 (Salle des Serveurs) 3 batteries 9 détecteurs optiques 1 déclencheur manuel 2 panneaux lumineux 2 réservoirs DEFIVERT 80 L 300 BARS 1 réservoir DEFIVERT 80 L 200 bars 3 boîtiers BREG	1 32 104 4 32 43 1 1 5 11 5	2004 2012
Service Social	- Alarme à déclenchement manuel	Type 4 2 DM + 2 S *	1	2023
Bellegarde	- Alarme à déclenchement manuel	Type 4 5 DM + 3 S	1	2023
Belley	- Alarme à déclenchement manuel	Type 4 2 DM + 1 S + 1 Lumineux	1	2025
Ambérieu	- Alarme à déclenchement manuel	Alarme Type 1	1	2024
St Maurice de B	- Alarme à déclenchement manuel	Type 4	1	2023
Jassans	- Alarme à déclenchement manuel	Type 4 8 DM + 3 S	1	2023

*DM : Déclencheur manuel / S : Sirène

6.7 LOT N° 7 – B.A.E.S.

L'ensemble des B.A.E.S seront identifiés par un marquage en fonction du lieu et du type de matériel.

6.7.1 - Maintenance préventive :

Cette maintenance du parc de BAES sera assurée conformément à la réglementation en vigueur.

Elle consiste notamment à la :

- Vérification générale de tous les appareils en place ;
- Vérification de l'état physique extérieur ;
- Vérification de la charge (autonomie au moins 1 heure) ;
- Vérification des voyants ;
- Nettoyage de toutes les parties des appareils (interne/externe) ;
- Contrôle des connexions ;
- Vérification que les composants remplaçables sont conformes aux références constructeur ;
- Contrôle des fixations et protection des appareils ;
- Contrôle du fonctionnement de la télécommande ;
- Contrôle de l'état des batteries ;
- Remplacement des lampes ;
- Remplacement des étiquettes de signalisation si besoin ;
- Etiquetage des appareils après vérification ou devra apparaître le n° de l'appareil, le nom de la Société et de l'intervenant ainsi que la date des vérifications ;
- Remplacement des appareils défectueux.

6.7.2 - Implantation et nombre :

Lieu	Type	Nombre
Bourg - Bât A	Standard 45 LS Classique	82
Bourg - Bât B	Standard 45 LS Classique	110
Bellegarde	Standard 45 LS Classique	24
Belley	Standard 45 LS Classique	5
Ambérieu	Standard 45 LS Classique	17
St Maurice	Standard 45 LS Classique	9
Jassans	Standard 45 LS Classique	18
Bourg - Service Social	45 LS United 2 2-45	6
Total		271